



Demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire

(formulaire à déposer 15 jours au moins avant la date de la manifestation)

Identification du demandeur

Nom de l'association :

E-mail :

Pour les manifestations sportives dans une enceinte sportive, n° et date d'agrément DDCSPP :

Nom du demandeur :

Qualité (Président, secrétaire, trésorier,...) :

Adresse :

Code postal : Ville :

Objet de la manifestation

.....

Lieu d'ouverture

Date et horaires de la manifestation

Du / / 20..... au / / 20.....

De Heures à Heures

Catégories de boissons

☐ 1^{ère} catégorie : boissons sans alcool

☐ 3^{ème} catégorie : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels, vin, bière, cidre, poiré, hydromel, crème de cassis, muscat, jus de fruits ou de légumes fermentés comportant jusqu' à 3 degrés d'alcool, vins de liqueurs, apéritif à base de vin, liqueurs de fruits comportant moins de 18 degrés d'alcool.

Zones protégées

Dans un rayon de 100 mètres, aucun débit de boissons de 3^{ème} catégorie ne pourra être établi autour des édifices et établissements suivants : établissements de santé, maisons de retraite et tous établissements publics ou privés de prévention, de cure et de soins comportant hospitalisation, ainsi que les dispensaires départementaux ; établissements d'instruction publique et établissements scolaires privés, ainsi que tous les établissements de formation ou de loisirs et de jeunesse ; stades, piscines, terrains de sport publics ou privés.

Code de la santé publique

Article L. 3334-2 : « les personnes qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établissent des cafés ou débits de boissons ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par l'article L. 3332-3, mais doivent obtenir l'autorisation municipale. Les associations qui établissent des cafés ou des débits de boissons pour la durée des manifestations publiques qu'elles organisent ne sont pas tenues à la déclaration prescrite à l'article L. 3332-3 mais doivent obtenir l'autorisation municipale dans la limite de cinq autorisations annuelles pour chaque association. Dans les débits et cafés ouverts dans de telles conditions, il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes I et III définis à l'article L.3321-1. ... »

Article L. 3335-4 : « des dérogations peuvent être accordées ... Le Maire peut par arrêté accorder des autorisations dérogatoires temporaires, d'une durée de 48 heures au plus ... en faveur des associations sportives agréées conformément à l'article L.121-4 du Code du sport et dans la limite de 10 autorisations annuelles pour chacune desdites associations... »

Déposé, le

Retiré le

Signature,

Signature,

Déclaration préalable d'une vente au déballage

(Articles L. 310-2, L. 310-5, R. 310-8, R. 310-9 et R. 310-19 du code de commerce
et articles R. 321-1 et R. 321-9 du code pénal)

Ce document doit être dûment complété, daté, signé par l'organisateur,
accompagné d'un justificatif de l'identité du déclarant,
et renvoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé
au maire de la commune dont dépend le lieu de la vente

1 – Déclarant

Nom, Prénoms OU, pour les personnes morales, dénomination sociale :

Nom du représentant légal ou statutaire (pour les personnes morales) :

N° SIRET : _____

Adresse : N° _____ Voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Téléphone fixe : _____ Portable : _____

2 – Caractéristiques de la vente au déballage

Adresse détaillée du lieu de la vente :

* Rues, places, ... : _____

(avoir l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public)

* Terrain privé, galerie marchande, parking d'un magasin ou d'une grande surface, salle municipale, ... :

(avoir l'autorisation du propriétaire du lieu utilisé pour la vente)

Marchandises vendues : ☐ Neuves ☐ Occasion

Nature des marchandises vendues : _____

Date de la décision ministérielle (à préciser par la mairie) : _____

(en cas d'application des dispositions du II de l'article R. 310-8 du code de commerce concernant les ventes au déballage de fruits et légumes frais effectuées en période de crise conjoncturelle)

